Plan décennal du logement et de la lutte contre l’itinérance – Séance sectorielle de rétroaction

Perspectives tirées des séances communautaires

Organisées par la **Table de direction sur le logement et l’itinérance**

6 octobre 2025

Préparé par:

Connect2Knowledge

Housing & Homelessness Leadership Table

Table de direction sur le logement et l'itinérance

Aperçu

Le 6 octobre 2025, 111 leaders du secteur du logement et de la lutte contre l'itinérance — ainsi que des secteurs connexes de la santé, des services sociaux et du soutien communautaire — se sont réunis pour une séance d'une journée complète afin de contribuer à l'actualisation du Plan décennal du logement et de la lutte contre l'itinérance. Cette rencontre constituait la dernière occasion pour le secteur de fournir une rétroaction large avant la finalisation du plan, qui sera présenté au Conseil municipal au printemps 2026.

La séance était organisée par la **Table de direction sur le logement et l'itinérance (TDLI)**, un organisme de gouvernance co-conçu par la Ville d'Ottawa et des partenaires du secteur pour assurer la mise en œuvre du plan et faire progresser une réponse systémique à la question du logement et de l'itinérance à Ottawa. Les participantes et participants représentaient un large éventail d'organismes de services, de bailleurs de fonds et de partenaires systémiques dont les connaissances et l'expérience collectives sont essentielles à l'élaboration d'une voie commune.

La première était une discussion informelle entre quatre membres de la TDLI, qui ont partagé leurs réflexions sur leur expérience de la mise à jour du Plan décennal du logement et de la lutte contre l'itinérance, ainsi que sur les efforts déployés pour renforcer les relations entre les secteurs et entre ces secteurs et la Ville d'Ottawa. Les participantes et participants comprenaient Kaite Burkholder Harris, coprésidente de la TDLI et directrice générale de l'Alliance pour mettre fin à l'itinérance Ottawa, Kale Brown, coprésident de la TDLI et directeur du logement et de la lutte contre l'itinérance à la Ville d'Ottawa, Mark MacDonald, membre de la TDLI et représentant du secteur des personnes ayant une expérience vécue, et Marc Maracle, directeur général de Gignul Non-Profit Housing. La discussion a offert un compte rendu transparent du processus jusqu'à maintenant, mettant en lumière la façon dont la Table a élaboré son approche actuelle, ainsi que les tensions et possibilités qui se profilent à l'horizon.

Ensuite, des membres de la Coalition autochtone d'Ottawa (CAO) — représentés par Joan Riggs, facilitatrice au sein de la Coalition, et Marc Maracle, directeur général de Gignul Non-Profit Housing — ont présenté une mise à jour du Plan sur le logement et l'itinérance autochtones. Ce plan, élaboré par les membres de la CAO, trace une voie stratégique pour répondre à l'itinérance autochtone à Ottawa au cours des prochaines années.

Enfin, Leah Pobodnik et Tina Mallard, deux membres du Comité directeur d'expertes et d'experts (CDE), ont parlé de leur travail visant à mobiliser les personnes ayant une expérience vécue ou vivante de l'itinérance (PEVVI). Leur présentation a exploré ce qui rend unique le « secteur » de l'expertise vécue, la manière dont le CDE a collaboré avec les PEVVI dans le cadre du Plan décennal, ainsi que leurs projets pour poursuivre ces échanges à l'avenir.

La journée visait à renforcer la confiance, clarifier les rôles, discuter des mesures du plan et déterminer à quoi ressemble un progrès significatif à l'échelle du système. Elle a permis d'écouter des perspectives provenant de divers secteurs, d'examiner les points de convergence et d'explorer comment mesurer les progrès d'une manière qui reflète la réalité des organismes sur le terrain. Tout au long de la journée, les discussions ont mis l'accent sur la **responsabilité partagée**, la **collaboration** et la **reddition de comptes** comme fondements de la prochaine phase de mise en œuvre.

Objectifs de la journée

- **Renforcer la confiance par la transparence**
  Fournir un compte rendu clair et honnête du processus de planification à ce jour — ce qui a été accompli, ce qui évolue et ce que cette nouvelle phase exige du leadership sectoriel.
- **Clarifier les rôles et responsabilités dans la mise en œuvre**
  Présenter le rôle de la TDLI dans la supervision du plan actualisé et explorer comment les secteurs seront mobilisés de manière significative à l'avenir.
- **S'aligner sur des mesures de progrès significatives**
  Réfléchir aux données disponibles et à leurs limites, puis inviter les leaders du secteur à définir les indicateurs qui comptent le plus pour eux et leurs organismes.
- **Favoriser les échanges et la collaboration intersectorielle**
  Créer un espace de dialogue pour écouter au-delà des silos, identifier les points d'alignement et commencer à façonner des actions communes pour aller de l'avant.

Contexte

Le **Plan décennal du logement et de la lutte contre l'itinérance** est la feuille de route d'Ottawa pour garantir que toute personne dans la ville ait accès à un logement sûr, abordable et stable. Conformément à la législation provinciale, la Ville doit maintenir ce plan et le réviser tous les cinq ans afin de refléter les réalités changeantes, les nouvelles données et les priorités communautaires émergentes.

Pourquoi une actualisation maintenant

Le contexte du logement et de l'itinérance a considérablement évolué depuis le lancement initial du plan. La hausse du coût du logement, la croissance de la demande de services et les pressions

continues sur la main-d'œuvre et les infrastructures ont intensifié les défis à l'échelle du système. Parallèlement, de nouveaux partenariats, outils de données et approches de collaboration offrent des possibilités d'agir différemment. Cette actualisation, qui sera terminée au printemps 2026, vise à aligner les efforts intersectoriels et à établir une base plus solide pour la responsabilité partagée.

Rôle de la Ville et de la Table de direction sur le logement et l'itinérance (TDLI)

La **Ville d'Ottawa** agit à la fois comme **gestionnaire de services** en vertu de la *Loi sur les services de logement* de l'Ontario et comme **entité communautaire** dans le cadre de la stratégie fédérale *Vers un chez-soi*. Elle joue aussi un rôle clé dans d'autres stratégies municipales, notamment la Stratégie de lutte contre le racisme, la Stratégie de réduction de la pauvreté et le Plan de sécurité et de bien-être communautaire.

Afin de renforcer la collaboration et de garantir que le plan actualisé reflète la réalité des personnes et organismes qui travaillent sur le terrain, la Ville et ses partenaires communautaires ont co-créé la TDLI en 2024.

La Table regroupe **18 membres représentant les principaux secteurs** du système du logement et de l'itinérance. Les membres représentent des secteurs plutôt que des organismes précis. Le soutien administratif est assuré par l'Alliance pour mettre fin à l'itinérance Ottawa. La TDLI fonctionne selon un modèle de gouvernance collaborative, fondé sur des valeurs partagées, la transparence et la reconnaissance du droit au logement.

Travaux réalisés jusqu'à maintenant

Au cours de la dernière année, la TDLI et son **groupe de travail sur le Plan décennal** se sont réunis régulièrement pour :

- établir un consensus sur les principes directeurs, priorités, objectifs et résultats du plan;
- examiner les indicateurs disponibles et identifier les lacunes dans les données;
- cartographier le système afin de cerner les zones nécessitant le plus d'alignement;
- concevoir des stratégies d'engagement du secteur.

Le personnel de la Ville a travaillé en étroite collaboration avec la TDLI pour élaborer le cadre du plan, de manière à répondre aux exigences législatives tout en reflétant la réalité du secteur. Ce travail comprenait l'intégration des commentaires recueillis lors des consultations tenues au printemps et à l'été 2025.

Ce que nous avons entendu : rendre les mesures significatives

Cette activité visait à comprendre ce qui compte le plus pour les organismes lorsqu'ils mesurent leurs progrès. Les participantes et participants ont été invités à partager ce qu'ils suivent déjà ou aimeraient pouvoir suivre.

Indicateurs les plus couramment suivis

- **Résultats en matière de logement** : nombre de personnes logées, relogées ou transférées vers un logement permanent.
- **Durée du séjour et stabilité** : temps passé en refuge, en programme ou en logement; durée du bail ou du soutien.
- **Satisfaction et qualité de vie des clients** : sondages tels que l'*Outil ontarien de perception des soins* et d'autres outils personnalisés.
- **Utilisation des services et demandes** : inscriptions, références, séances de counseling, gestion de cas.
- **Occupation et roulement** : nombre d'unités, taux d'occupation, listes d'attente.
- **Données démographiques et équité** : âge, genre, origine, facteurs de risque.
- **Suivi financier et patrimonial** : coûts, arriérés, entretien, réparations en capital.

- **Santé et bien-être** : résultats cliniques, interventions en cas de surdose, hospitalisations, bien-être du personnel.

Priorités les plus citées par les leaders

- Résultats et stabilité à long terme en logement.
- Satisfaction et qualité de vie des clients.
- Occupation et roulement.
- Santé financière et durabilité organisationnelle.
- Données sur l'équité et la diversité.
- Santé organisationnelle et gouvernance.
- Retombées des programmes et bien-être communautaire.

Lacunes de données les plus fréquemment mentionnées

- **Résultats à long terme** : stabilité après la sortie, réinsertion, réentrée dans l'itinérance.
- **Emploi et revenu** : stabilité d'emploi, progression de carrière, autonomie financière.
- **Détails démographiques et d'équité** : groupes racialisés, personnes autochtones, nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants, survivantes et survivants de la traite.

- **Santé et bien-être** : santé mentale, dépendances, utilisation des services hospitaliers, bien-être cumulatif.
- **Données systémiques** : délais d'attente, mouvements entre systèmes (santé, justice, logement).
- **Données sur le logement** : rénovictions, pertes d'unités, délais de réparation, coûts.
- **Viabilité organisationnelle** : épuisement du personnel, capacité limitée, efficacité des références.

Besoins les plus exprimés

- **Systèmes de données améliorés** : plus fiables, conviviaux et personnalisables.
- **Outils partagés** : bases de données et tableaux de bord intégrés, accessibles à tout le secteur.
- **Définitions communes** : clarté sur les termes comme « gestion de cas », « réussite » ou « abordabilité ».
  Financement et ressources : fonds dédiés aux outils, à la formation et à la recherche longitudinale.
- **Renforcement des capacités** : formation sur la littératie des données et les indicateurs clés.

- **Collaboration et partage** : accords intersectoriels, inclusion des petites organisations et des survivantes et survivants.
- **Systèmes sécuritaires et informés par les traumatismes** : protection des données et conception centrée sur la personne.
- **Accès municipal et provincial** : partage de données déjà soumises aux gouvernements et réduction du double rapportage.

Utilisation des données observée

- **Plaidoyer et financement** : données utilisées pour obtenir de nouvelles ressources et du soutien.
- **Planification et prestation de services** : adaptation des programmes en fonction des besoins.
- **Reddition de comptes** : indicateurs de performance et rapports annuels.
- **Équité et inclusion** : utilisation des tableaux de bord pour démontrer les progrès.
- **Gestion opérationnelle et patrimoniale** : analyses locatives et planification à long terme.

Ce que nous avons entendu : de l’analyse à l’alignement

Les participantes et participants ont pris part à deux rondes de discussions intersectorielles afin de partager leurs expériences, défis et pistes de collaboration.

Thème 1 : Financement et durabilité

Le financement demeure l’un des enjeux les plus pressants. Les subventions à court terme créent des cycles d’instabilité pour les clients et le personnel. Les processus de reddition de comptes exigent des ressources considérables, en particulier pour les petits organismes.

Thème 2 : Flux du système et coordination

Le secteur demeure fragmenté, et les personnes doivent souvent répéter leur histoire. Les organisations souhaitent des transitions plus fluides et un rôle de coordination central à l’échelle du système.

Thème 3 : Données, mesure et apprentissage

Les données sont essentielles, mais souvent incomplètes ou difficiles à analyser. Les lacunes touchent notamment les survivantes et survivants de la traite, les familles autochtones et la prévention des expulsions.

Thème 4 : Soutiens centrés sur la personne et fondés sur l’équité

L’aide ne devrait pas cesser une fois le logement trouvé. Le maintien du logement, la lutte contre l’isolement et la compréhension des droits demeurent essentiels. Les approches doivent être adaptées au contexte.

Thème 5 : Capacité, main-d’œuvre et ressources

La rotation du personnel nuit à la continuité des services. Les petites organisations ont de la difficulté à répondre aux exigences administratives. Le renforcement des compétences, notamment des pairs aidants et des personnes ayant une expérience vécue, est une priorité.